



CAMBODGE

L'industrie du textile suspendue à un fil

L'Union européenne a gelé un accord commercial vital pour le secteur. Des milliers d'ouvriers risquent de perdre leur emploi.

PAR ELÉONORE SOK-HALKOVICH (PHNOM PENH)



A Phnom Penh, des employées ont fait grève pour protester contre la décision de l'UE.

Que serait le Cambodge sans les usines de Zara, H&M, Adidas ou Puma ? Certainement un pays plus pauvre qu'il ne l'est aujourd'hui. Depuis 2001, cette nation, dont l'économie se situe au 112^e rang mondial, bénéficie en effet d'un accord nommé « Tout sauf les armes » (TSA), qui exonère de droits de douanes ses exportations vers l'Union européenne. Cet

avantage a incité les géants mondiaux de l'habillement à y installer leur production. Et c'est en partie cette clause préférentielle qui a permis au royaume khmer de se reconstruire après trois décennies de conflits. Grâce à elle, le textile a connu un bond prodigieux. Avec le tourisme et l'agriculture, c'est aujourd'hui la principale activité de ce pays de 16 millions d'habitants. Elle représente environ 1 million d'emplois, majoritairement féminins.

- P. 42. Cambodge : l'industrie du textile suspendue à un fil
- P. 43. Thaïlande : Le sucre de canne ? Pas très écolo

Malheureusement, cette belle histoire est en train de virer à l'aigre. Voilà un an, l'Europe des Vingt-Huit a lancé un ultimatum au Premier ministre cambodgien, Hun Sen, au pouvoir depuis trente-cinq ans. Si ce dernier ne prenait pas mieux en compte les droits de l'homme dans les douze prochains mois, l'accord TSA serait suspendu. Car, s'il est un bon élève sur le plan économique, le Cambodge n'en suscite pas moins des inquiétudes croissantes sur le plan politique.

La déchirure a eu lieu il y a deux ans et demi. Le 3 septembre 2017, l'opposant Kem Sokha, leader du Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC), est arrêté au milieu de la nuit. Accusé de fomenter une « révolte populaire » avec l'aide de « puissances étrangères », il est emprisonné. Dans la foulée, tous les députés de l'opposition sont privés d'activité politique pour une durée de cinq ans, le PSNC est dissous, tandis qu'une chape de plomb s'abat sur la société civile. Plusieurs médias critiques à l'égard de Hun Sen sont fermés, des dizaines de journalistes et d'activistes sont arrêtés. Dans ces conditions, le Parti du peuple cambodgien – la formation de Hun Sen – remporte facilement les législatives de 2018. Il occupe aujourd'hui la totalité des sièges à l'Assemblée nationale, supprimant au passage l'un des derniers garde-fous institutionnels. La loi du travail a ainsi été amendée pour empêcher les salariés de rejoindre ou de former un syndicat. « Hun Sen a transformé le Cambodge en un Etat à parti unique », écrit dans son dernier rapport annuel Phil Robertson, le responsable Asie de l'ONG Human Rights Watch.

La menace brandie par Bruxelles aurait pu faire plier Hun Sen. L'Europe ne compte-t-elle pas pour 45 % des exportations du royaume, loin devant les Etats-Unis et le Japon ? Un an plus tard, force est de constater que le dirigeant cambodgien n'a rien fait pour adoucir le climat politique. L'UE a donc mis sa menace à exécution. Le 12 février dernier, la Commission a annoncé la suspension partielle des préférences douanières. Et l'accord sera déclaré caduc si rien ne change d'ici au mois d'août. En premier lieu, Bruxelles exige la libération de Kem Sokha, dont le

procès s'est ouvert en janvier sous une pluie de critiques des défenseurs des droits humains. Mais le Premier ministre n'en a cure. « J'envoie un message clair, a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse organisée dans son monumental palais de la Paix. Le Cambodge ne reviendra pas sur le procès du traître. » Vraiment ? Cindy Cao, chercheuse associée à l'Institut européen des études asiatiques, à Bruxelles, tempère : « Il est possible que Kem Sokha soit condamné, mais qu'il bénéficie ensuite d'une grâce royale, dit-elle. Il est important pour chacun de ne pas perdre la face : l'UE peut difficilement faire marche arrière, Hun Sen également. Conserver le pouvoir lui importe davantage que la démocratisation du pays. »

A partir du 12 août, certains produits textiles, mais aussi des articles de voyage (bagages) ou encore le sucre seront donc soumis à des droits de douane avant d'entrer sur le sol européen. Ces mesures concernent un cinquième des exportations du Cambodge, soit 1 milliard d'euros – un montant considérable rapporté au PIB du pays, 22 milliards d'euros. Conséquences ? Certains grands groupes envisagent de quitter le pays. Parmi eux, le géant suédois H&M, qui emploie 75 000 personnes. « Certaines entreprises ont déjà réduit la masse salariale ou relocalisé une partie de leur production dans la région », observe un directeur d'usine qui produit des vêtements pour Carrefour. « Les salaires sont moins élevés en Birmanie ou au Bangladesh, qui bénéficient eux aussi de l'accord TSA, opine Piet Holten, patron d'une petite usine d'équipements pour lunettes, Pactics. Le Vietnam représente également une option intéressante, car il dispose de bonnes infrastructures et son électricité est moins chère. »

Les effets en cascade touchent fortement les travailleurs. Le secteur du textile était l'un des mieux réglementés, avec des salaires qui avaient triplé en huit ans pour atteindre 170 euros mensuels. « Nous sommes sonnés, commente la syndicaliste Mao Sreymom, une ouvrière de 35 ans. La direction nous a informés que, fin mars, nous n'aurions plus de commandes et que la chaîne de production pourrait fermer après le Nouvel An khmer, en avril. S'il n'y a plus de TSA, il n'y a plus d'usines, plus de travail, plus d'argent et plus rien à manger ! Et impossible de rembourser les prêts à la banque, alors que tout le monde est endetté. » GMAC, l'association des

fabricants de vêtements au Cambodge, estime que 3 millions de personnes pourraient être affectées.

Mais, pour Hun Sen, qu'importent ces prévisions alarmistes... Le Premier ministre martèle que le Cambodge ne « monnaiera pas sa souveraineté ». « Si l'UE maintient son accès préférentiel, cela ne nous rendra pas riches, explique-t-il, un brin cynique. Si elle nous le retire, cela ne nous tuera pas. » Pour compenser l'impact négatif à venir, Hun Sen envisage d'augmenter les impôts. « Pour trouver de nouveaux débouchés, le gouvernement compte également nouer des partenariats avec le Royaume-Uni ou avec Pékin, avec qui il prépare un accord de libre-échange, pointe Natharoun Ngo, directeur du Centre d'études khmères, à Phnom Penh. Mais la Chine, elle-même productrice de textile, ne compensera pas les pertes du marché européen. » Elle s'est toutefois engagée à importer davantage de produits agricoles cambodgiens, tels que le riz et le manioc. Sortir du giron occidental pour embrasser la Chine de Xi Jinping ? Une solution séduisante pour Hun Sen. Déjà, en 2019, l'empire du Milieu a injecté 3,2 milliards d'euros dans l'économie cambodgienne, devenant le premier investisseur du pays. ✱

Thaïlande

Le sucre de canne ? Pas très écolo...

Le pays cherche à développer la production d'éthanol, mais suffoque en raison de la pratique des brûlis.

A Bangkok, on ne porte pas seulement des masques pour se protéger du coronavirus, mais aussi de... la canne à sucre. En cause, des concentrations inhabituelles de microparticules dans l'air. Le gouvernement a d'abord rejeté la responsabilité de cette pollution sur les véhicules et les chantiers immobiliers qui foisonnent dans la capitale thaïe. Mais il suffit de parcourir quelques kilomètres sur les routes menant vers le centre et le nord du pays pour apercevoir, à l'horizon, une épaisse fumée qui s'élève en colonne. « La récolte de la canne à sucre dure jusqu'en avril, explique Sutummakid Niramon, professeur à l'université Thammasat.



J. TAYLOR/AFP

La pollution se ressent jusqu'à Bangkok.

Avant de couper les tiges, il faut d'abord se débarrasser des feuilles. Plutôt que de s'endetter pour louer des engins mécaniques, les exploitants agricoles préfèrent les brûler. Cela revient moins cher et permet de faire travailler de nombreux paysans. »

L'ampleur de ces brûlis, aggravée par une sécheresse exceptionnelle, est à la mesure de l'importance de cette industrie. La Thaïlande est le 4^e producteur et le 2^e exportateur mondial de sucre, derrière le Brésil. Contrôlé par une dizaine de groupes, le secteur fait vivre près d'un million de personnes. Son chiffre d'affaires atteignait, en 2019, 7,5 milliards d'euros, selon le ministère de l'Industrie. Depuis dix ans, la superficie des plantations a quasiment doublé, sous l'impulsion d'un plan gouvernemental visant à tripler, d'ici à 2036, la production d'éthanol, utilisé comme adjuvant au carburant, à partir de mélasse de sucre de canne et de manioc.

Mais en cherchant à promouvoir une énergie « propre », les autorités ont engendré un effet pervers. « Bien qu'il les ait interdits l'an dernier, le gouvernement n'a pas l'intention de réduire les brûlis, regrette le professeur Niramon. Il n'applique pas de sanctions, alors qu'il devrait imposer également cette interdiction à d'autres cultures, comme le maïs et le riz. »

Cette pollution n'est, en outre, pas bonne pour le tourisme. Entre microparticules et Covid-19, le pays du sourire pourrait bientôt faire grise mine. ✱

THIERRY FALISE (BANGKOK)